

PARTAGE NOIR



1919

**LA REPUBLIQUE
DES CONSEILS
DE BAVIERE**



<https://www.partage-noir.fr>
contact@partage-noir.fr
1987/15-06-2019



Introduction

Dans les années 1918-1919, les répercussions de la Révolution russe furent considérables. L'agitation toucha de nombreux pays d'Europe, notamment l'Allemagne. Ces insurrections étaient suivies avec attention par tous les militants révolutionnaires, y compris en Russie. Mais le soulèvement y fut violemment réprimé par la social-démocratie et la défaite de ces années-là symbolise aussi celui de la révolution mondiale. Jack London, dans les dernières pages de son roman *Le Talon de fer* avait prophétisé le triomphe de la répression qu'il situait, seule erreur, aux Etats-Unis. Et comme en écho semble lui répondre Rosa Luxembourg dans sa dernière lettre du 14 janvier 1919, peu avant d'être assassinée par un commando de tueurs.

Elle y rappelait la filiation de cette répression avec celles du XIX^e siècle :

«L'ordre règne à Varsovie», «l'ordre règne à Paris», «l'ordre règne à Berlin». *Tous les demi-siècles, les gardiens de "l'ordre" lancent ainsi dans un des foyers de la lutte mondiale leurs bulletins de victoire. Et ces "vainqueurs" qui exultent ne s'aperçoivent pas qu'un "ordre", qui a besoin d'être maintenu périodiquement par des boucheries sanglantes, va inéluctablement à sa perte.*»

Aujourd'hui il reste à raconter les événements et à étudier les causes de cet échec. Si l'insurrection spartakiste de Berlin est maintenant connue, les révolutions – car on peut employer le pluriel en raison de leur manque de coordination – qui secouèrent le reste de l'Allemagne le sont moins. Parmi elles, la République des conseils de Bavière, l'une des plus radicale.

Lors de la première édition de ce texte, paru sous la forme d'une brochure dactylographiée à très faible tirage, nous regrettons l'absence d'études en français sur le sujet. Comme la situation n'a guère changé depuis, sauf en ce qui concerne l'un des protagonistes, Erich Mühsam [1], il nous a semblé utile de le rééditer avec des modifications et des ajouts. Ce modeste opuscule se propose de poser quelques jalons, certainement pas d'épuiser le sujet.

Avant de se pencher sur cet épisode révolutionnaire, il faut d'abord évoquer le contexte bavarois. Quelle était la particularité de cette région du sud de l'Allemagne ?

Après la défaite de la France, l'Empire allemand (ou Deuxième Reich) est proclamé en 1871 par la réunion de 22 princes et trois villes libres dans un Etat fédéral dominé par la Prusse et son souverain. Mais la Bavière a pu conserver son statut de royaume et une certaine autonomie interne. Cette autonomie s'exprimait par l'absence de troupes prussiennes sur son territoire et l'existence d'un système parlementaire bavarois. La première chambre était composée d'aristocrates et de dignitaires nommés à vie par le souverain, la deuxième de députés élus, en majorité des conservateurs. Louis III qui prend le pouvoir en 1913 peut donc compter sur une certaine stabilité politique.

La capitale, Munich, est un lieu privilégié pour les artistes et la bohème littéraire du quartier de Schwabing. Malgré l'académisme régnant aux Beaux-Arts, des artistes comme le russe Kandisky ou Franz Marc tentent de promouvoir un art nouveau avec le groupe du « Cavalier bleu ». En marge de l'Expressionnisme, l'anarchiste Erich Mühsam anime le cercle Action (Tat) composé d'ouvriers,



d'artistes engagés comme le peintre Georg Schrimpf et d'écrivains tels que Oskar-Maria Graf, Karl Otten ou Franz Jung. Ce dernier nous a laissé des mémoires, assez désabusés sur cette époque de sa vie mais qui donnent une idée de l'isolement des révolutionnaires dans une région plutôt conservatrice .

Lors d'un meeting dans une brasserie, raconte Franz Jung, un



Erich Mühsam.

groupe de syndicalistes appelle à la grève générale devant une assemblée hostile : *«Mühsam, qui avait ensuite demandé la parole, était même parvenu jusque sur la tribune, flanqué et protégé par les membres de son groupe, figures fluettes et bien peu convaincantes en face des Bavarois de bonne souche qui remplissaient la salle. Ceux-ci avaient déjà commencé à donner plus de poids à leurs protestations et à leurs sauvages vociférations en bombardant la tribune de projectiles divers»* [2].

En effet, la Bavière compte une forte proportion de population rurale : 51% contre une moyenne de 34% dans le reste de l'Empire [3], qui plus est, cette population se compose de paysans moyens, assez aisés, catholiques et très réactionnaires. Notons enfin que le sentiment séparatiste y était très fort, les Bavarois conservant une certaine méfiance à l'égard des Prussiens et du pouvoir central depuis la création de l'Empire en 1871.

C'est donc dans un contexte apparemment peu favorable que va se déclencher un processus révolutionnaire en Bavière, car un facteur va modifier profondément cette situation : la Première guerre mondiale.

[1] Lors de la révision de ce texte est paru en français d'Erich Mühsam : La république des Conseils de Bavière (en fait un livre de souvenirs dont le vrai titre est: Von Eisner bis Léviné), Quimperlé, 1999.

[2] F. Jung : Le scarabée-torpille, Ed. Ludd, 1993 , p.98

[3] Chiffres de 1907, cités par R. Furth : «Les conseils ouvriers en Allemagne», in La Marge, n°9, Strasbourg, s.d.

I - Révolution allemande, révolution bavaroise

En 1914 la Bavière entre en guerre comme le reste de l'Allemagne. C'est l'union sacrée derrière l'empereur Guillaume II. Mais, peu à peu le conflit s'enlise. La pénurie et les privations provoquent le mécontentement de la population allemande. Après un hiver très dur en 1916, des troubles vont agiter tout le pays. De mars à novembre 1917, les ouvriers manifestent dans les principales villes d'Allemagne : Berlin, Hambourg, Leipzig.

Les organisations politiques

Les partis sont touchés à leur tour par la crise. Le parti social-démocrate (S.P.D.), la principale force non-conservatrice, soutenait ouvertement le militarisme. En conséquence il essuie une scission de députés qui refusent de voter de nouveaux crédits de guerre et qui constituent en avril 1917, au congrès de Gotha, un Parti des sociaux-démocrates indépendants (U.S.P.D.) formant un ensemble assez hétérogène. La Ligue spartakiste, dirigée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, y participe en conservant une certaine indépendance.

En Bavière la situation est assez différente. Le S.P.D. est comme partout ailleurs belliciste et partisan de l'Union sacrée mais le fossé se creuse entre des dirigeants comme Auer, la bureaucratie syndicale et certaines sections de base plus radicales, voire révolutionnaires. La tâche des responsables de la social-démocratie est d'abord d'éviter les débordements.

Les spartakistes sont inexistantes à Munich, il n'y aura pas de groupe avant décembre 1918. Selon Roland Lewin, «*la présence et l'action des anarchistes constituèrent un obstacle à leur essor dans cette région*» [1]. Il est vrai que ce courant comportait deux grandes figures. Erich Mühsam, tout d'abord. Cet écrivain est alors très connu dans la bohème littéraire. Il collabore avant-guerre à des revues comme *Jugend*, *Simplicissimus* et fonde la sienne, *Kain* qui tire à 3 000 exemplaires. L'autre personnalité est Gustav Landauer (1870-1919), théoricien



Gustav Landauer.

d'un socialisme libertaire original. Membre des Jungen, l'opposition de gauche au sein du parti social-démocrate, il quitte celui-ci en 1891. Délégué au congrès socialiste de Londres de 1896, Landauer est exclu comme tous les anarchistes après avoir condamné la participation des socialistes aux élections. Il est même expulsé physiquement de la salle après une intervention à la tribune. Grâce à son journal, *Der Sozialist*, il fédère plusieurs groupes qui donnent naissance à une organisation appelée Sozialistischer Bund, en 1908.

Partisan d'un socialisme moral voire « spirituel » (il parle sans cesse d'un « *Esprit de la Révolution* ») Landauer concevait ainsi son projet de société : « *Un village socialiste avec des ateliers et des fabriques villageoises, avec des*

prairies, des champs, des jardins, du gros et du petit bétail, des volailles. Vous prolétaires des grandes villes, habituez-vous à cette pensée : si étrange et bizarre qu'elle puisse vous paraître, c'est là le seul commencement d'un socialisme réel qui vous soit laissé » [2].

Avant 1914 Mühsam avait tenté d'implanter à Munich un groupe de l'organisation de Landauer, qui prit le nom de Groupe Action et dont nous avons déjà parlé. Il s'éloigna très vite des positions de Landauer pour prendre une orientation anarcho-communiste [3]. Mühsam essayait de rassembler les éléments épars de l'anarchisme sur Munich et de se donner une assise en axant sa propagande vers les artistes de la bohème et le sous-prolétariat. C'est ainsi que les prostituées munichoises assistaient aux réunions du groupe accompagnées de leurs souteneurs, jusqu'à ce que Landauer, mécontent pour la réputation de son mouvement, dissolve le groupe !

Les sociaux indépendants (U.S.P.D.) sont très influents malgré leur faiblesse numérique (environ 400 militants) grâce à la personnalité de leur leader, Kurt Eisner,

un militant pacifiste. L'U.S.P.D. agit notamment pour obtenir la libération des prisonniers politiques. Ce parti participe activement aux manifestations pour la paix.

Cette paix est de plus en plus souhaitée en Allemagne. Nul doute que le sentiment séparatiste des bavarois se trouve exacerbé par cette situation. Ils ressentent une forte rancune à l'égard des prussiens qui les ont entraînés dans cette guerre. Certains historiens ont limité à ce séparatisme la contestation en Bavière. C'est bien sûre excessif même si les révolutionnaires ont pu utiliser ce sentiment pour aller plus loin.

La chute de la monarchie

La chronologie de la contestation en Bavière n'est pas très différente de celle du reste de l'Allemagne, au moins au début. Après un cycle de manifestations, des grèves éclatent pour protester contre les restrictions et pour demander la paix. Elles atteignent leur point culminant entre novembre 1917 et janvier 1918. Les ouvriers de l'usine de munitions Krupp à Munich cessent le travail. Le 28 janvier Mühsam s'adresse à 10 000 travailleurs et appelle à la grève générale. Kurt Eisner fait de même mais la répression et les atermoiements du S.P.D. font échouer la grève. Dans sa pièce *Judas* (au titre évocateur !) publiée en 1921, Mühsam évoque le rôle démobilisateur des syndicats alliés au S.P.D.

Après ces émeutes, le pays semble calme. Les dirigeants sont en prison ou envoyés au service civil et jusqu'en novembre 1918, l'agitation reste limitée. Rassuré, le pouvoir procède même à des libérations de prisonniers. Soudain tout bascule. A Kiel, un port du nord de l'Allemagne, les marins refusent de s'embarquer pour un baroud « d'honneur » de la flotte allemande alors que la défaite semble inéluctable. Ils se mutinent, créent des conseils de marins et s'emparent de la ville après des combats armés (le 4 novembre 1918). Par contagion des troubles se produisent alors dans tout le pays.

Une grande manifestation en faveur de la paix se déroule à Munich le 7 novembre, avec l'autorisation des autorités qui veulent faire retomber la pression. D'ailleurs, Auer, le leader du S.P.D. local, s'est porté garant de la modération des manifestants ! Il y a là l'U.S.P.D. qui semble bien encadrer le cortège, la Ligue des paysans, des membres du S.P.D. et une foule impressionnante. Le nombre des manifestants est estimé à 150 000 ou 200 000.

D'abord pacifiste, elle se transforme en émeute. Au son de la Marseillaise (!), les manifestants les plus décidés pénètrent à 17 heures dans l'école Guldein transformée en caserne puis dans la Turken Kaserne. Des soldats entraînent leurs camarades hésitants et la troupe se rallie. A la brasserie Mathoeser, des manifestants constituent un conseil des ouvriers et des soldats.

Apprenant que les régiments de la garde refusent de tirer sur la foule, le roi s'enfuit avec sa famille dans le Tyrol autrichien. La monarchie Bavaroise a vécu. C'est seulement le 9 novembre, soit deux jours après, qu'à Berlin le Kaiser prendra lui aussi la route de l'exil.

Proclamation de la république

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, La République bavaroise est proclamée au Landtag à l'unanimité. Une déclaration d'Eisner est placardée dans Munich. En voici des extraits :

«Un gouvernement populaire, porté par la confiance des masses, va être mis en place incessamment.

Le conseil d'ouvriers, de soldats et de paysans assurera le strict maintien de l'ordre : toute infraction sera sanctionnée impitoyablement. La sécurité des personnes et des biens est garantie. Dans les casernes, les conseils de soldats assureront le maintien de la discipline et prendront leur sort en main. Les officiers qui ne s'opposeront pas au nouvel état des choses pourront vaquer à leur service librement.

Nous comptons sur l'aide active de l'ensemble de la population. Bienvenue à tous ceux qui voudront contribuer à bâtir cette liberté nouvelle. Tous les fonctionnaires demeurent à leur poste. Des réformes sociales et politiques fondamentales vont être mises en oeuvre sans délai. Les paysans garantissent l'approvisionnement des villes. La vieille opposition ville/campagne va disparaître. La distribution des vivres sera organisée rationnellement.

Pour la Bavière, la guerre fratricide des socialistes a pris fin. Sur la base révolutionnaire actuelle les masses ouvrières vont retrouver le chemin de l'unité.»

L'esprit de ce texte va dans le sens d'un apaisement. Pas de purge dans l'administration et dans l'armée. On insiste sur l'absence de violences et Eisner invite à serrer les rangs. D'ailleurs, par la promesse qu'il n'y aura pas d'effusion de sang, les chefs du S.P.D. acceptent de participer à un gouvernement provisoire.

Kurt Eisner en devient le chef ou *Präsident-Minister* et aussi le ministre des Affaires étrangères. Le serrurier Unterleitner (U.S.P.D.) reçoit un poste moins stratégique, celui des Travaux publics. En revanche, Auer, leader du S.P.D. est à l'Intérieur, trois autres sociaux-démocrates, Timm, Rosshaupter, et Hoffmann s'occupent respectivement de la Justice, des Affaires militaires, et des Cultes. La Ligue des paysans, des sans-parti et d'autres U.S.P.D. participent au gouvernement provisoire.

La situation manque de cohérence puisque coexistent des conseils ouvriers et ce gouvernement dirigé par Eisner où siègent à des postes-clés, les leaders du S.P.D., bien décidés à s'opposer à cette révolution. C'est en fait le règne de l'ambiguïté, ce qui ne va pas tarder à provoquer des dissensions.

D'où viennent ces « conseils » d'ouvriers et de soldats qui éclosent un peu partout en Allemagne ?

On peut leur trouver une justification dans l'œuvre de l'anarchiste Bakounine ou des précédents historiques pendant la Commune de Paris, voire même lors de la Révolution française (avec les sections de quartiers tenues par les sans-culottes parisiens en 1793) mais leur origine directe remonte seulement à la Révolution russe de 1905. Le soviet russe est l'équivalent du conseil allemand (« Rat »). Selon Oskar Anweiler on peut définir les conseils ainsi :

«1. Assujettissement à une catégorie sociale placée dans une relation de dépendance ou d'oppression ;

2. Démocratie directe ;

3. Mode révolutionnaire d'institution [4] ;»

Ces assemblées générales s'opposent au pouvoir central et concurrencent les syndicats ouvriers, soit parce que ceux-ci sont inexistantes comme en Russie, soit parce qu'ils jouent un rôle contre-révolutionnaire comme en Allemagne en étant inféodés au S.P.D. et bellicistes. Les conseils deviennent donc l'outil de lutte des révolutionnaires qui peuvent espérer former des républiques fédérées. Ce n'est pas encore le cas à Munich où ils sont en rivalité avec le gouvernement d'Eisner.

[1] R. Lewin : Erich Mühsam, Paris, 1968, p. 5

[2] Cité par M. Buber : Utopie et socialisme, Paris, 1977, p.97

[3] Voir à ce sujet : E. Mühsam : La Société libérée de l'Etat, op. cit.

[4] O. Anweiler : Les soviets en Russie (1905-1921), Paris, 1972, p.2

II - La République d'Eisner

(8 novembre 1918 - 21 février 1919)

Cette période est fortement marquée par la personnalité de Kurt Eisner. Un des protagonistes, Ernst Toller, en fait le portrait suivant : *« Eisner, qui fut pauvre toute sa vie et sans besoins, était un petit homme mince aux cheveux blonds cendrés lui tombant en désordre sur la nuque comme sa barbe broussailleuse sur la poitrine, ses yeux myopes regardaient comme étrangers par-dessus le pince-nez mal fixé presque à l'extrémité du nez, et ses petites mains soignées, d'une finesse féminine, ne répondaient pas plus aux pressions amicales qu'hostiles, geste révélateur de sa timidité dans les relations humaines. »* [1]

L'idéologie d'Eisner

Ecrivain, journaliste et éditeur, Eisner laisse perplexe lorsqu'on étudie ses idées. Ses convictions proviennent moins d'une théorie politique cohérente que de son caractère. Ce n'est pas vraiment un révolutionnaire. A Erich Mühsam qui le rencontre en 1917, il déclare être jaressiste. Pour Mühsam il était en fait plus près du révisionnisme d'Edouard Bernstein. Il se situe à l'aile droite de l'U.S.P.D., étant nettement hostile à une révolution socialiste ou communiste. Et pourtant, son parti avait proposé la nationalisation des grandes entreprises capitalistes (banques, mines, métallurgie, transports), celle des grandes propriétés foncières et la municipalisation du sol dans les villes.

Mais Kurt Eisner ne veut pas de transformation sociale dans l'immédiat. Devant le comité exécutif des conseils berlinois il déclare : *« Je ne tiens pas pour tout à fait juste la conception mystique selon laquelle le transfert des moyens de production à la société doit être réalisé en ôtant le pouvoir à la bourgeoisie. »* [2].

Mêmes propos devant les Conseils de soldats de Munich le 30 novembre 1918 : il ne faut surtout pas s'inspirer de la révolution russe. Il rejoint en cela le social-démocrate Auer, son ministre de l'intérieur, qui s'exclame : « *Si nous bouleversions l'économie, nous arriverons les derniers sur le marché mondial et l'ouvrier serait le premier à en souffrir* ». On touchera à l'économie plus tard...

La politique extérieure d'Eisner

Si Eisner s'oppose aux sociaux-démocrates, c'est à cause de leur attitude belliciste pendant la guerre. Cet ardent pacifiste sait trouver les mots pour toucher les masses et Ernst Toller raconte dans ses mémoires qu'un paysan avait fait pleurer d'autres villageois en leur lisant le « Serment sur la paix » du leader de l'U.S.P.D. Courageusement, Eisner ne cesse de montrer la culpabilité de l'Allemagne. Pendant la réunion des États du Reich, il défend cette thèse jugée scandaleuse par les nationalistes. Lorsqu'il demande au début du mois de décembre 1918 la publication des archives du ministère bavarois des Affaires étrangères afin de prouver les crimes de guerre allemands, une réponse plutôt sèche lui est adressée de Berlin : « *Le gouvernement central a établi dans différentes manifestations le programme de sa politique extérieure.* » [3]

De même, à la conférence socialiste de Berne, il revient sur la responsabilité de l'Allemagne et envoie comme ambassadeur à Berne un pacifiste, le professeur Foester, tout en proposant que des ouvriers allemands volontaires viennent reconstruire les villes françaises endommagées pendant la guerre !

Eisner joue aussi un rôle important sur le plan séparatiste. Sa politique s'insère dans la méfiance qu'éprouvent les États du sud de l'Allemagne envers Berlin. Ainsi, à la conférence des premiers ministres du Reich (25 novembre) il propose un directoire des États du sud où il prendrait la politique extérieure afin de contrebalancer l'influence des socialistes de Prusse. Mais Ebert, ex-chancelier et commissaire du peuple S.P.D. brise cette tentative en proposant des élections pour une assemblée de tous les États du Reich, ce qui est adopté. Le gouvernement de Berlin envoie aussi ce communiqué à Eisner : « *Nous sommes d'avis que d'étroites relations doivent être créées entre le gouvernement central et les différents États libres, et nous songeons à la réalisation pratique de cette idée. Nous avons depuis quelques jours un projet de la Prusse qui va être examiné à fond* » [4].

Ce projet de constitution allemande est celui proposé par Ebert et rédigé par Hugo Preuss dans un sens unitaire et assez centralisé. Mais début février, Eisner est à Weimar pour présenter des contre-propositions au nom des cinq États du sud. Eisner est, on le voit, l'élément agissant de ce que Claude Klein appelle une crise du fédéralisme allemand [5].

Attitude des partis bavarois

Ce jeu personnel lui vaut une relative passivité des partis bourgeois régionaux. En décembre 1918, le Parti bavarois du Peuple (B.V.P.) de centre-droit affirmait vouloir « *mettre un terme à la dépendance dans laquelle se trouve la Bavière jusqu'à ce jour sur le plan de la politique gouvernementale, économique et fiscale. La Bavière aux Bavarois !* ». C'est bien le seul domaine de consensus. En effet, Eisner effraie les possédants et les nationalistes tandis que la laïcisation de l'enseignement mécontente le clergé, toujours très puissant en Bavière.

Quant aux sociaux-démocrates, la politique d'Eisner les rend furieux. Leurs chefs, Auer et Timm (qui considère Eisner comme un dément), animent une violente campagne d'opinion. Les réunions du gouvernement sont houleuses. La presse raconte qu'Eisner est un juif étranger, un satrape transformant son ministère en bordel. Comme à son habitude il ignore ces insultes mais ses adversaires n'en démordent pas dans l'espoir d'obtenir sa démission. Par exemple, à son retour de la conférence de Berne, il découvre qu'Auer a projeté d'établir un nouveau gouvernement sans sa participation et doit dénoncer ces manigances devant le congrès des Conseils pour sauver son poste !

Eisner et les conseils

Pourtant, il s'oppose aussi aux éléments les plus radicaux de la population représentés par les conseils. En effet, Eisner prône une politique d'équilibre entre le gouvernement c'est-à-dire la voie « légale » et les conseils même si tous les deux sont nés de l'insurrection et ont donc la même origine. Eisner a confiance dans le système parlementaire et s'oppose à un éventuel pouvoir des conseils, mais il ne veut pas non plus les éliminer. Tout au plus il admet un droit de contrôle sur le gouvernement. Dans un discours de décembre 1918 il expose sa philosophie des conseils que Lionel Richard

résume ainsi : « *Leur rôle et de vivifier la réflexion et l'activité politique des masses, de servir de remparts contre le danger de s'en remettre exclusivement à un parlement, ce qui conduirait à un engourdissement de la vie politique. Ce que les conseils d'ouvriers doivent être dit-il, c'est une sorte de presse publique, se livrant à la critique de l'ensemble de la vie publique* » [6].

Mühsam et les conseils

Ce point de vue sur les conseils n'est pas partagé, bien sûr, par les révolutionnaires. A leur tête se trouve l'anarchiste Erich Mühsam qui milite activement au sein du R.A.R. (Conseil révolutionnaire des ouvriers). Ce forum militant avait été créé par des militants U.S.P.D. mais très vite ses liens avec l'U.S.P.D. vont devenir très formels. Grâce à Mühsam le R.A.R. va prendre une forte coloration anarchiste et l'on voit même des militants spartakistes y adhérer en raison de ses positions radicales. Malgré sa faiblesse numérique (environ 50 militants), le R.A.R., groupe armé, joue un rôle moteur dans l'agitation révolutionnaire. Mühsam fonde aussi l'Union des internationalistes révolutionnaires (V.R.I.), organisme unitaire avec les communistes, qui défend l'idée d'une organisation sociale basée sur les conseils. Cette organisation peut être définie de la façon suivante : « *Ces conseils devaient être organisés dans chaque ville et former (en liaison avec les conseils de soldats et de fermiers) l'administration de chaque ville et village. Tous ces conseils dans le pays devaient élire des représentants et les envoyer à un "congrès des conseils" à Munich. D'après le projet de Mühsam et de Landauer, ces conseils et ce congrès devaient travailler sur une base fédéraliste et ne pas être centralisés.* » [7].

En attendant de réaliser ce projet de société, Mühsam propose une série d'initiatives pour rompre avec les anciennes institutions, suivi en cela par les spartakistes locaux. Le 30 novembre, il rédige un tract où le V.R.I. déclare vouloir réaliser le « *socialisme pour couronner le mouvement révolutionnaire actuel* » en appelant les Bavarois à rejoindre un mouvement unissant anarchistes, socialistes et spartakistes.

Mühsam et les communistes

L'attitude des spartakistes, particulière à la Bavière, mérite d'être signalé. A peine ont-ils formé leur propre groupe le 11 novembre, qu'ils inclinent vers les

idées anarchistes, reprenant des slogans tels que tout le pouvoir aux conseils (c'est-à-dire sans les subordonner au Parti comme en Russie). Leur leader, le russe Max Levien qui a participé à la Révolution de 1905, ne s'oppose pas vraiment à cette évolution. Pendant la période du gouvernement d'Eisner les spartakistes, bientôt communistes (le Parti communiste allemand est créé le 29 décembre), sont à la remorque derrière Mühsam. Les témoignages de membres du Parti comme Rosa Meyer-Leviné confirment cet état d'esprit [8]. Mühsam tira de ce cas particulier de tolérance réciproque la conclusion théorique qu'anarchistes et communistes devaient toujours travailler ensemble comme en témoigne *Von Eisner bis Leviné* qui est une longue autocritique adressée à Lénine. Cette démarche unitaire qu'il défendra longtemps, bien après les événements de Bavière, lui procurera souvent d'amères désillusions. Ainsi, une courte adhésion au K.P.D.(15 jours) fut abondamment exploité par le Komintern. Et les communistes essayeront après sa mort d'exploiter son souvenir en promenant sa veuve rendue folle par les camps staliniens dans toutes les cérémonies officielles de la République Démocratique Allemande [9].

Les conseils et le S.P.D.

A l'initiative de Mühsam les Conseils organisent des démonstrations de force. Dans la nuit du 7 décembre, Mühsam, le marin communiste Egelhofer et plusieurs centaines de membres des Conseils se dirigent vers le siège d'un journal clérical particulièrement détesté. Des soldats se joignent à eux et ils décident d'attaquer les salles de rédactions des journaux bourgeois, qu'ils occupent aussitôt. C'est une réponse à la haine incroyable de la révolution que manifestait la presse grand public. Eisner, tiré du lit, intervient pour calmer les esprits. Les révolutionnaires décident alors de se rendre chez Auer, le ministre de l'Intérieur S.P.D. L'écrivain d'extrême droite J. Benoist-Mechin en fait le récit suivant dans son *Histoire de l'armée allemande* : « Au milieu des cris et des huées, ils exigent que le ministre leur remette sa démission. Sous la menace des revolvers, Auer se voit contraint de signer la déclaration suivante : "Dans la nuit du 7 décembre, j'ai été assailli par quatre cents hommes armés, et j'ai été mis en demeure de renoncer à ma charge. Cédant à la violence, je déclare donner ma démission de ministre de l'Intérieur" » [10]. Finalement les soldats fidèles au gouvernement viennent à bout de l'émeute en libérant le ministre.

Cet activisme ne doit pas faire oublier que les conseils sont dans une mauvaise passe en Allemagne. A Berlin le pouvoir impérial a laissé sa place à une assemblée des conseils noyauté par la social-démocratie. Dès lors la contestation ne semble plus justifiée puisque le S.P.D. a eu l'habileté d'être présent dans les conseils (alors que le socialiste russe Kerensky ne put en faire autant avec les soviets). Institutionnalisés, les conseils échappent aux révolutionnaires. Entre le 16 et le 21 décembre 1918 a lieu un premier congrès des conseils d'Allemagne. Mais sur un total de 489 délégués il y a seulement 179 ouvriers et employés et le S.P.D. s'est assuré une majorité confortable, ce qui lui permet de décider la tenue d'élections qui substitueront aux conseils un système parlementaire. L'écrivain Ernst Toller, délégué de la Bavière, constate impuissant, ce suicide : « *Le congrès des conseils allemands renonce volontairement au pouvoir, ce cadeau inespéré de la révolution, les conseils abdiquent, ils abandonnent le destin de la République aux aléatoires résultats des élections douteuses* » [11]. Un fossé se creuse entre les conseils en voie de disparition, du fait de ce noyautage et ceux qui poursuivent l'action révolutionnaire comme en Bavière.

Les élections bavaroises

Au gouvernement Eisner, les sociaux-démocrates réclament sans cesse la tenue d'élections qui mettraient fin à la dualité des pouvoirs au détriment des conseils. Eisner hésite. S'il approuve ces élections, il souhaite en retarder l'échéance afin de permettre à l'U.S.P.D. de consolider ses positions. Les chefs sociaux-démocrates ne l'entendent pas ainsi. Outre la campagne de presse contre Eisner, ils multiplient les provocations verbales. Lors de l'insurrection communiste à Berlin (janvier 1919), Auer déclare dans un discours que la Bavière devrait intervenir militairement pour participer à la répression. Une provocation aussi odieuse qu'inutile au moment où l'armée écrase le soulèvement ouvrier avec des lance-flammes et des mitrailleuses !

Finalement Eisner cède et des élections sont prévues pour le 12 janvier 1919. Les éléments les plus radicaux boycottent ces élections et Eisner commet une erreur qui le prive définitivement du soutien des révolutionnaires. Craignant des perturbations dans le déroulement du scrutin de la part des communistes et des anarchistes il fait arrêter douze militants dont Levien et Mühsam. Ce dernier écrit

dans ses souvenirs : « *Par cette tentative il alla au devant d'un échec décisif et s'aliéna la sympathie des masses les plus radicalisées (...) spontanément, une gigantesque manifestation se rassembla devant le ministère pour exiger notre libération* » [12]. La foule menaçante se presse sous les fenêtres d'Eisner qui refuse d'abord de négocier puis cède lorsque le communiste Egelhofer pénètre dans son bureau par la fenêtre !

Sous la pression populaire, Kurt Eisner doit faire relâcher les prisonniers. Mais le climat politique reste agité, le 7 janvier il y a deux morts à Munich à la suite d'une grève. La répression sévit dans le nord de la Bavière ; on arrête des révolutionnaires à Nuremberg le 10 janvier. Le 12, les Bavarois votent. Et ces élections sont un désastre pour Eisner. L'U.S.P.D. obtient un score ridicule : 2,3% des voix soit 3 sièges au parlement ! Les grands vainqueurs sont le Parti populaire bavarois (droite) avec 35% des voix et 66 sièges et la social-démocratie avec 33% des voix et 61 sièges.

Il y a plusieurs explications à cet échec. La propagande contre Eisner a porté ses fruits et beaucoup de Bavarois ont voté contre lui, effrayés par les calomnies répandues sur son compte. Ensuite la politique d'Eisner a mécontenté les révolutionnaires, qui n'ont pas voté pour lui. Leur abstention était logique. Un tel scrutin ne pouvait que revenir sur les acquis révolutionnaires des conseils puisque le système parlementaire diverge totalement sur la conception du pouvoir populaire.

La fin d'Eisner

Eisner, qui était plutôt réticent à l'égard des conseils, apparaît comme le principal agitateur aux yeux de l'électorat. Les sociaux-démocrates et la droite demande sa démission mais Eisner refuse. Puisque l'équilibre est rompu au détriment des conseils, il va s'appuyer désormais sur ceux-ci. Lui qui faisait arrêter Mühsam et les communistes, participe avec eux à une grande manifestation des conseils le 16 février 1919 au cours de laquelle on réclame le départ des ministres S.P.D. et l'instauration du socialisme sous des banderoles telles que « *Tout le pouvoir aux Conseils* ». Le même jour une manifestation similaire à Nuremberg se termine par deux morts.

A la mi-février se déroule à Munich le congrès des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Eisner réussit à se faire élire au conseil central. « *Il s'imaginait*

en s'y montrant publiquement comme un dirigeant révolutionnaire de toute confiance pour les masses, gagner une popularité qui ne s'était pas affirmée par le biais des élections » [12].

Cette attitude le condamne à mort. La presse s'acharne sur lui, en excitant les esprits. Eisner décide finalement de démissionner. Le 21 février 1919, en se rendant au parlement dans ce but, il est assassiné par un officier d'extrême droite, le comte Arco-Valley, peut-être membre d'un complot visant à éliminer tous les chefs révolutionnaires, et qui lui tire une balle en plein front. L'émotion est grande dans les milieux populaires. Un ouvrier membre des conseils et du R.A.R., Alois Lindner, entre peu après dans la salle du parlement et fait feu en pleine séance sur Auer, jugé responsable, qui s'écroule, grièvement blessé. Un député de droite, Heinrich Osel, le chef du Parti populaire bavarois, est abattu par un autre tireur quelques minutes plus tard.

Après sa mort, Eisner reçoit une auréole de martyr révolutionnaire. Cent mille personnes, dont des anciens prisonniers russes suivent son cortège funèbre à travers la ville sous une nuée de drapeaux rouges jusqu'au cimetière de l'Est où son corps est incinéré. Mais avec lui disparaît tout arbitrage entre les conseils et le gouvernement. Un affrontement direct semble inévitable.

[1] E. Toller : Une jeunesse en Allemagne, Lausanne, 1974, p. 116

[2] G. Badia : « Kurt Eisner devant le comité exécutif des conseils berlinois », in Revue d'Histoire moderne et contemporaine, avril-juin 1968, p.345

[3] Cité par Le Journal, du 8 décembre 1918 d'après un communiqué officiel

[4] Idem.

[5] Claude Klein : Weimar, Paris, 1968, p.25

[6] Lionel Richard, in Rosa Meyer-Léviné : Vie et mort d'un révolutionnaire, Paris, 1980, p.14

[7] S.n. : « Gustav Landauer et la Révolution allemande », in Le Monde libertaire, n°128, janvier 1967

[8] R. Meyer-Léviné, op. cit.

[9] Sur ce sujet, voir Rudolf Rocker : Der Leidensweg von Zensl Mühsam, 1949. Mühsam recommanda à sa femme de ne pas faire confiance aux staliniens. Mais après sa mort, elle fut invitée en URSS. Elle s'y rendit pour être aussitôt arrêtée et les manuscrits de Mühsam furent confisqués... Ajoutons que la plupart des responsables de l'Armée rouge bavaroise survivants et réfugiés à Moscou ont été liquidés sur ordre de Staline en 1937-1938.

[10] J. Benoist-Méchin : Histoire de l'armée allemande, Paris, 1964-1966, T.1, pp. 273-274

[11] Ernst Toller, op. cit., p. 112

[12] Lionel Richard, préface à R. Meyer-Léviné, op. cit., p.16

III - L'intermède d'Hoffmann

(21 février - 6 avril 1919)

Le jour même de la mort d'Eisner est créé le conseil central de la République qui décrète l'état de siège et la grève générale. Tous les journaux sont suspendus pour dix jours. Ce conseil central est composé de onze membres dont Mühsam pour les anarchistes, Max Levien pour le K.P.D. et des membres de l'U.S.P.D., du S.P.D. et de la Ligue des paysans. La présence de membres du S.P.D. ne doit pas surprendre. La présidence du conseil central est même confiée à l'un d'eux, Ernst Niekisch. Pour certains membres du S.P.D., il s'agit de ne pas abandonner les conseils aux révolutionnaires. Pour d'autres, c'est un engagement sincère mais ils sont peu nombreux à agir honnêtement.

Crise des conseils ?

Le 28 février, Mühsam propose de proclamer la République des conseils devant le congrès. Mais les conseils bavarois sont gagnés par l'influence du S.P.D. La proposition est repoussée par 234 voix contre 70. Même des anarchistes comme Gustav Landauer jugent la République des conseils prématurée. Le congrès des conseils approuve la formation d'un gouvernement présidé par Martin Segitz du S.P.D.

Tentative de compromis

Le 4 mars, le S.P.D. et l'U.S.P.D. arrivent à un accord, le « compromis de Nuremberg ». Dans ce texte en huit points ratifié aussi par la Ligue des paysans, il est décidé que le congrès des conseils remettra ses pouvoirs au Landtag (parlement) qui constituera un nouveau gouvernement. Ainsi, un peu moins de

trois mois après le suicide des conseils à Berlin (le 16 décembre), il semble que ceux de Bavière prennent le même chemin.

Le compromis de Nuremberg ne laisse aux conseils qu'un rôle limité, consultatif.

« *Les conseils d'ouvriers et de soldats ont uniquement statut d'assistants auprès des autorités publiques et administratives* » (Extrait de l'article 6).

« *De plus par rapport au Landtag, les conseils d'ouvriers et de soldats ont droit de pétition et de référendum* » (Article 7) [1].

En fait, ce compromis n'est pas très éloigné du programme d'Eisner que le S.P.D. avait vigoureusement combattu. Le point 3 (création d'un département à l'instruction populaire) et le point 5 (dissolution de la troupe au profit d'une armée populaire) servent à sauver les apparences. Le pouvoir des conseils n'existe plus, du moins dans ce projet, rejeté d'ailleurs par la minorité révolutionnaire du congrès des conseils mais signé par celui-ci le 7 mars.

La lutte contre Hoffmann

Le nouveau gouvernement est constitué le 17 mars 1919 avec à sa tête Johannes Hoffmann, ancien ministre SPD sous Eisner. Mais dès que ce gouvernement veut se réunir, une manifestation l'en empêche. Pourtant Hoffmann semble plus modéré que ces collègues berlinois, à cause peut-être de la faiblesse de son pouvoir. Il ne s'oppose pas à des mesures sociales et nomme le docteur Neurath président d'un « conseil économique central » pour les socialisations. Mais ces socialisations resteront lettre morte devant l'opposition de la bourgeoisie. Hoffmann n'appliquera jamais son projet de « socialisation complète » dont on peut douter de la sincérité car il semble plutôt motivé par la crainte d'être débordé par les révolutionnaires.

Dès la formation du gouvernement Hoffmann, les anarchistes et les communistes ont quitté le conseil central pour se consacrer à l'agitation révolutionnaire. L'impuissance du gouvernement n'est pas la seule cause du mécontentement de la classe ouvrière. A cela s'ajoute le chômage (30 000 sans-emploi à Munich). De plus, la proclamation de la République des conseils de Hongrie le 21 mars 1919 a un impact considérable en Bavière comme l'atteste un télégramme du délégué à Munich du gouvernement central berlinois : « *Les tendances radicales se sont considérablement développées ici en raison des évènements de Budapest (...)* Le

gouvernement qui voit bien l'extrême danger de la situation est impuissant faute de troupes sûres et en raison du glissement à gauche des masses ».

Vers la République des conseils

Les thèses radicales trouvent donc un meilleur écho parmi les ouvriers et les soldats munichoïses. Mühsam juge qu'il est temps de proclamer une république des conseils, sur le modèle hongrois. Il est membre du conseil central révolutionnaire (à ne pas confondre avec le précédent conseil central qui avait éclaté après le départ des révolutionnaires) qui n'attend qu'une occasion pour renverser Hoffmann. Cette occasion se présente le 4 avril 1919.

Proclamation de la République des conseils

Ce jour-là une délégation des conseils d'Augsbourg, ville des environs de Munich, réclame la République. En effet ces ouvriers qui sont en pleine grève générale, viennent d'apprendre que le gouvernement a décidé de convoquer le parlement pour le 8 avril. Il s'agit donc de le prendre de vitesse.

L'initiative de la République des conseils appartient avant tout aux ouvriers. Alors que les militants débattent encore de son opportunité, son principe est déjà acquis dans les communes de la banlieue munichoïse.

Finalement la garnison de Munich et la plupart des formations politiques (y compris certains sociaux-démocrates !) approuvent la République des conseils. Seuls les communistes s'y opposent et refusent les postes de responsabilités qui leur sont proposés.

Dans la nuit du 6 avril, le conseil central se réunit au palais des Wittelsbach et là, dans l'ancienne chambre à coucher de la reine, on met au point les derniers préparatifs. Des responsables sont désignés, une proclamation doit être placardée dans toute la ville. Lorsqu'il apprend la nouvelle, Hoffmann s'enfuit avec son gouvernement, la presse à billets et... la clé des toilettes du palais (!) pour se réfugier à Bamberg dans le nord de la Bavière.

Munich est aux mains des révolutionnaires.

[1] W. Haug : Erich Mühsam, Schriftsteller des Révolution, *All., Ed. Trotzdem*, 1979.

IV - La République libertaire des Conseils

(7 avril - 13 avril 1919)

Comme l'écrit Rosa Meyer-Leviné : *« C'est à Toller, le président des indépendants et aux deux anarchistes très populaires Mühsam et Landauer que revenait le véritable pouvoir »* [1]. Encore faut-il nuancer, Meyer-Leviné est une participante aux événements, trop impliquée pour être objective. Dans le cas des deux anarchistes il s'agissait bien plus d'influence. Les propositions de Mühsam ont été longtemps repoussées avant qu'il ne se montre persuasif, y compris auprès de Landauer. Il a fallu une propagande acharnée et une présence systématique lors des événements révolutionnaires.

Le programme de la République

C'est Mühsam qui a rédigé le texte de la proclamation signé ensuite par Toller. Le voici dans ses grandes lignes [2] :

« La dictature du prolétariat est une réalité !

Nous prenons tout de suite contact avec la Russie et la Hongrie ! Il n'y a plus de rapport entre la Bavière socialiste et le gouvernement de l'empereur.

Un tribunal révolutionnaire sanctionnera tout acte réactionnaire. Les mensonges de la presse vont cesser : la nationalisation des journaux assurera la vraie liberté de la presse pour le peuple révolutionnaire.

Le nouveau gouvernement organisera aussi vite que possible de nouvelles élections, sur lesquelles se fondera le système des conseils qui laissera au peuple travailleur le pouvoir de décision (...) Sur le modèle de la République des conseils, la société socialiste s'étendra et ne connaîtra plus de chômage ni de pauvreté.

En union avec la Russie révolutionnaire et la Hongrie la nouvelle Bavière instaurera l'internationale révolutionnaire et montrera au monde les chemins de la révolution.

Prolétaires vivez en paix les uns avec les autres !

*Nous n'avons qu'un ennemi commun : la réaction, le capitalisme et l'exploitation.
Et c'est contre cet ennemi que tous les partisans de la lutte doivent rester unis.*

Au travail ! Chacun à son poste !

Vive le peuple libre bavarois !

Vive la république des conseils ! »

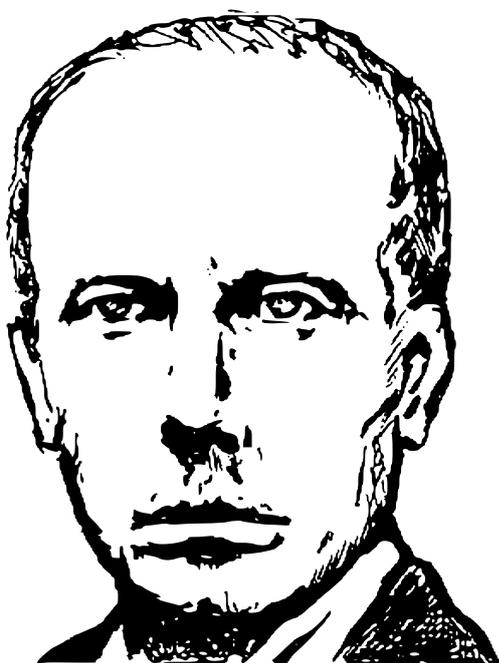
Il semble que Mühsam se soit laissé un peu emporter par l'exemple de la révolution russe puisque ce texte aurait pu facilement être revendiqué par le K.P.D. : on y trouve même la notion de dictature du prolétariat ! Un autre militant allemand, Rudolf Rocker réfutera plus tard ce genre de confusion dans un article intitulé « Le système des soviets ou la dictature du prolétariat ? » en écrivant : « *L'idée des "Soviets" est une expression définie de ce que nous entendons par la révolution sociale ; elle correspond à la partie constructive tout entière du socialisme. L'idée de la dictature est d'origine purement bourgeoise et n'a rien de commun avec le socialisme* » [3]. Plus tard, Mühsam prendra conscience de l'ambiguïté de ce concept et déclarera que « *les anarchistes ont raison de se servir le moins possible du terme de "dictature du prolétariat"* » [4]. Mais sur le moment il le revendique sans ambiguïté.

Les responsables de la République

Un conseil des commissaires du peuple qui va devoir gérer les affaires publiques est élu. Il a pour président Ernst Toller. Cet écrivain, bien qu'adhérent de l'U.S.P.D., est un grand admirateur de Landauer et on peut le situer à cette époque dans la mouvance libertaire. Gustav Landauer est commissaire à l'Instruction publique et à la Culture. Les témoignages divergent sur ses attributions puisque Mühsam en parle comme du commissaire à l'information et à la propagande [5]. Or, nous savons que Landauer a élaboré une réforme de l'éducation. Il est possible qu'il cumulât les postes de responsabilités... Aux affaires étrangères se trouve le docteur Lipp qui s'avéra complètement fou et que Toller contraindra à démissionner. Ce malheureux incident sera bien sûr exploité par la propagande contre-révolutionnaire, Lipp devenant représentatif des conseils ! Récemment un historien, P. Broué, reprend bizarrement cet amalgame sans grand intérêt mais trop souvent évoqué... [6]

A l'Intérieur a été choisi un certain Soldmann et au Commerce Paulukum, qui est membre du R.A.R. Le responsable des Finances est Silvio Gesell, un partisan

d'une monnaie libre, que Mühsam considère comme anarchiste (certains le qualifient d'anarcho-capitaliste) et qui appartient au courant allemand des disciples de Proudhon. Dans son livre *Pour le socialisme* (1911), Gustav Landauer cite le nom de Silvio Gesell parmi les penseurs les plus audacieux aux côtés de Kropotkine, Elisée Reclus ou Proudhon. Ce n'est pas une exagération si l'on se réfère à l'ouvrage principal de Gesell, *L'Ordre économique naturel*, où il développe des propositions contre la spéculation qui sont redécouvertes aujourd'hui par certains économistes à l'heure de l'altermondialisation...



Ret Marut (Traven).

Nous n'énumérerons pas tous les commissaires du peuple. Signalons quand même parmi les obscurs qui participent à cette république, un anarchiste, Ret Marut dont le nom ne dira peut être rien. Sous ce pseudonyme se cachait le célèbre écrivain Traven, l'auteur du *Trésor de la Sierra Madre*. Il travaille à cette époque avec Landauer et s'occupe du comité de propagande et surtout de la presse. En janvier 1919, dans son journal *Der Ziegelbrenner*, il proposait des mesures, qui sont toujours d'actualité en faveur d'une presse libre : « *Aucun journal, aucune revue offrant des articles (...) qui traitent de politique, d'économie, ou de politique*

commerciale, n'aura le droit de publier des réclames (...) Un journal ou une revue qui ne peut subsister sans revenus publicitaires n'a aucun droit à l'existence. » [7]. Marut/Traven est chargé aussi de la lutte anticléricale, un combat difficile dans la très catholique Bavière. Les autres membres du conseil appartiennent à la Ligue des Paysans de Gandorfer, surtout soucieuse de modérer cette révolution (en épargnant la paysannerie).

Curieusement, le principal instigateur de la République des Conseils, Erich Mühsam n'accepte qu'un poste secondaire, celui des relations avec l'Europe orientale. Dès le 7 avril, il entre en contact – par radiogrammes – avec Moscou et Budapest et communique à Lénine les premières décisions révolutionnaires.

L'opposition des communistes

Il s'explique sur ce semi-retrait dans ses mémoires : *Von Eisner bis Leviné*. Il aurait agit ainsi à cause du boycott du K.P.D., les communistes jugeant que la République était inopportune. Devant ce refus d'une démarche unitaire, Mühsam aurait même demandé au communiste Axelrod s'il n'était pas trop tard pour revenir en arrière. C'est du moins la version que donne Mühsam à posteriori. Il faut dire que ses mémoires, *Von Eisner bis Leviné*, étaient destinées à Lénine et donc suspects d'autocritique passagère !

L'opposition du K.P.D. peut paraître étrange puisque les communistes étaient à la traîne derrière les anarchistes, approuvant leurs initiatives. Mais entre-temps, la direction du Parti a envoyé de Berlin un responsable « orthodoxe », Eugen Leviné. Ce militant d'origine russe a participé auparavant en Ukraine à l'agence de presse Rosta, ancêtre de l'agence Tass. A Berlin, il fait partie des Spartakistes qui s'emparent du siège du quotidien social-démocrate *Vorwärts* en décembre 1918 avant d'en être délogé par l'armée (11 janvier 1919). Rescapé des combats berlinois, il arrive en Bavière et reprend en main le groupe munichois, en supplantant les anciens responsables. « *Son autorité discrète et posée fit que Max Levien put s'écarter sans rancœur ni jalousie, avec le même naturel qu'il aurait sans doute offert sa place à une vieille dame* » [8].

Leviné tente aussi de calmer les militants de base. Sa femme rapporte certains propos tenus par des membres du K.P.D. à l'égard des anarchistes : « *Ce qu'ils font le parti ne le fait pas, disaient-ils. L'essentiel c'est d'être révolutionnaire.* » [9]. Au contraire Leviné déclare à propos de Mühsam : « *Personnellement Mühsam est un ami mais politiquement c'est mon adversaire* ». Et il le prouve en calomniant l'anarchiste, qui est même molesté en se présentant à un meeting de Leviné. Etrange conception de l'amitié...

Il faut toute l'autorité de Leviné et de Levien, gagné à ses thèses pour empêcher la majorité des communistes de rejoindre malgré tout la nouvelle république et Leviné doit même exclure du Parti l'un des récalcitrants, Wilhelm Reichart qui a accepté le poste des Affaires militaires (c'est-à-dire l'organisation d'une garde rouge) à la demande de Mühsam.

Officiellement Leviné refuse de participer à la République parce qu'elle lui semble prématurée. Elle a été proclamée selon lui autour d'un « tapis vert » ou d'une table « de

café » et s'apparente à une « mascarade ». Il faut dit-il une plus grande préparation en donnant une impulsion aux conseils d'usines mais ces arguments n'expliquent pas le refus du K.P.D. En fait, Leviné veut sans doute y jouer un rôle dirigeant.

« Nous ne pouvons participer qu'à une république qui serait proclamée par les conseils eux-mêmes. Et seulement si la majorité des représentants de ces conseils est constituée par des communistes. Car nous ne pouvons participer qu'à un gouvernement qui appliquerait une politique communiste, et seuls des communistes peuvent faire cette politique » [10].

Mühsam attend en vain un soutien unanime des conseils qui ne peut se faire à cause du K.P.D. Cette situation se confirme le 11 avril lors d'une grande assemblée des conseils d'usines. Les dirigeants communistes, Léviné en tête réaffirment leur opposition tandis qu'un flottement règne parmi certains de leurs militants.

Difficultés

L'opposition du parti communiste affaiblit considérablement la nouvelle République. Si les ouvriers arpentent les rues en habits du dimanche, dans une atmosphère de fête (que l'on retrouve pendant la Commune ou, plus tard à Barcelone en 1936) tandis que les bourgeois se terrent, la révolution ne s'étend pas plus loin que les faubourgs de Munich. Les corps francs, ces groupes paramilitaires d'extrême droite, tiennent le nord de la Bavière. Les ouvriers de Nuremberg essayeront en vain d'imiter leurs camarades de Munich au cours de sanglantes batailles de rues.

Depuis Bamberg où il s'est réfugié, Hoffmann cherche à recruter des troupes pour renverser la République des conseils. Celle-ci ne peut guère compter que sur la région de Munich. Toutes les tentatives révolutionnaires dans le Nord de la Bavière comme à Nuremberg ou à Wurtzburg ont échoué dans le sang. Même les campagnes sont hostiles à la révolution. Les maigres effectifs des conseils paysans ne peuvent rien contre la propagande du réactionnaire Eisenberger. Munich subit un boycott du ravitaillement en denrées alimentaires.

« Je savais que c'était précisément hors de la ville, avec l'aide des plus arriérés et des plus nantis des moyens propriétaires que l'on avait conçu le beau projet de réaliser la révolution agraire. Juste en terre bavaroise ! Alors que dans tous les pays à l'est de l'Elbe les latifundia restaient aussi intacts que dans l'Italie du Sud pour

permettre aux “gouvernants” sociaux-démocrates de s’y faire inviter à la chasse par les junkers (grands propriétaires, NDLA), on espérait amener par de beaux discours les koulaks bavarois à renoncer avec enthousiasme à leurs biens fonciers» [11].

Ce témoin, Adrien Turel, constate avec raison que le caractère de la propriété foncière jouait en défaveur des révolutionnaires bavarois. Si l’on ajoute à cela la traditionnelle opposition entre la ville et la campagne, les chances de gagner les paysans à la cause étaient réduites. Envoyé comme commissaire dans les campagnes, Turel est assez mal accueilli par les villageois : *« Je me trouvais donc en tête-à-tête, moi et tout mon talent, avec ces gars dont chacun avait chez soi son fusil de chasse et qui, les uns comme les autres, attendaient en toute confiance l’arrivée des gardes blancs »* [12]. Peu après son départ, Turel apprendra que des paysans le cherchaient pour lui régler son compte !

Un projet anarchiste ?

Malgré ces difficultés, les commissaires promulguent de nombreux décrets. E. Volkman en cite quelques-uns. Landauer réforme le régime de l’instruction et de l’éducation. Il déclare : *« Chacun travaillera selon ce qui lui semblera bon ; tout assujettissement est supprimé, l’esprit juridique n’a plus cours. »* Les instituteurs et les fonctionnaires en charge seront destitués au plus tôt, les examens et les titres universitaires seront réduits au strict minimum. Tout citoyen de dix huit ans révolus a le droit de fréquenter les universités. L’enseignement de l’Histoire, cette ennemie de la civilisation, est interdit.

Un commissaire du peuple préposé au régime de l’habitation ordonne la réquisition de tous les logements sur le territoire de Bavière. Chaque famille n’aura droit dorénavant qu’à un seul living-room, à côté de la cuisine et des chambres à coucher. D’autres dispositions ont trait à la socialisation intégrale, avec renouvellement intégral du système des finances et des devises [13].

Les raisons de l’échec

Ces mesures ne seront jamais appliquées, par manque de temps et aussi parce que les institutions mises en place par les révolutionnaires sont inefficaces. Le

projet d'une armée populaire ne peut voir le jour, faute de moyens. Les riches refusent de remettre leurs armes. Leviné écrit assez justement dans *Die Rote Fahne*, le journal des communistes :

« En Bavière, pas un seul prolétaire n'a reçu d'arme. Pas un seul bourgeois ne s'est vu retirer les siennes. Alors que le prolétariat cherche à comprendre et se presse aux réunions, il ne doit plus se trouver dans la rue au delà de huit heures du soir... [à cause du couvre-feu, NDLA]. Le colonel Epp [chef des corps francs, NDLA] rassemble déjà ses volontaires. De partout, la bourgeoisie envoie ses étudiants et autres fistons pour l'aider » [14].

Malgré le parti pris de Leviné, il est vrai que la République était fortement menacée. A l'intérieur même de Munich, le nouveau régime, généreux mais peu agressif, est miné par le sabotage et sa faiblesse l'empêche de prendre des mesures efficaces. Mais le danger immédiat vient surtout des divisions politiques. Les communistes organisent de nombreux meetings et proposent de constituer de nouveaux conseils (des « conseils de travail ») qui seraient bien sûr sous leur influence. Une réunion se tient le 9 avril à la brasserie Mathoeser. Leviné incite les participants à renverser la République des conseils et à donner le pouvoir au K.P.D. Il va obtenir gain de cause lorsque Toller demande la parole et convainc l'assistance de renoncer à ce projet.

Le comportement de Leviné provoque des conflits au sein du parti. Lorsqu'il demande à ses sympathisants de quitter le R.A.R., certains militants démissionnent du K.P.D. ou agissent contre les consignes de la direction mais celle-ci obtient gain de cause puisque le R.A.R. finit par éclater.

La fin de la première République

Entre temps, Hoffmann rassemble huit mille hommes qui passent à l'action le 13 avril. Ce jour là , une partie de la garnison de Munich officiellement ralliée aux Conseils s'empare de la ville par surprise. Dans la nuit, Erich Mühsam et douze commissaires du peuple sont arrêtés et emmenés jusqu'à la forteresse d'Ansbach où ils resteront détenus. Des affiches placardées dans les rues proclament l'état de siège et la destitution du conseil central. Ainsi s'achève la première République des conseils. Après quelques jours, les poètes et les écrivains qui la dirigeaient sont brutalement évincés.

Comment cette République a-t-elle pu s'effondrer aussi vite ? Nous avons évoqué l'attitude du K.P.D. mais l'opposition des communistes n'est pas la seule raison de l'échec de la République. L'inexpérience de ses délégués, le manque de coordination et de moyens ont pu jouer. De plus des militants comme Landauer préféraient les envolées lyriques aux problèmes terre à terre. Ici nous citerons encore une fois Adrien Turel parce que ce témoin relève systématiquement les défauts de la République au cours de son séjour en Bavière. Ses remarques sont significatives :

« A Munich, en mars 1919, je ne m'intéressai en aucune façon à la déplorable rhétorique des réunions aux cours desquelles Gustav Landauer et ses pareils perdaient un temps précieux à pontifier à propos des problèmes de l'éducation du peuple ou bien philosophaient sur les dispositions des bons bourgeois et des philistins à se muer en cosmopacifistes » [15].

Turel fait probablement allusion au discours de Landauer intitulé « Les philistins » [16], particulièrement fumeux et hermétique, défaut que l'on retrouve souvent dans l'oeuvre de ce militant. Mais cela ne doit pas faire oublier que Landauer était très apprécié en public et savait captiver les foules [17]. Mais peut-être aurait-il mieux valu les inciter à l'action... Un manque de réalisme chez certains révolutionnaires semble évident. Cependant n'accablons pas trop les représentants des conseils. Il est un peu facile de parler de lenteur dans les décisions alors que la République a duré une semaine !

Par ailleurs, le comportement équivoque de militants du S.P.D. est à signaler. L'un d'eux, Ernst Schnepfenhorst excite les soldats contre la République puis s'enfuit rejoindre les contre-révolutionnaires, en dirigeant la repression dans le nord de la Bavière. Des historiens avancent la thèse d'une provocation de la part de cet individu qui poussa à la proclamation de la République des conseils afin de créer un antagonisme irréversible. Son engagement dans la République des conseils était controversé dès le début comme le montre Mühsam qui polémiqua avec lui après avoir découvert l'existence de tracts distribués à Nuremberg appelant la troupe à marcher sur Munich. Ces tracts étaient signés de Schnepfenhorst qui réussit pourtant à se disculper [18].

Pour Lionel Richard, il y a surtout un opportunisme du S.P.D. qui soutient d'abord la République des conseils puis change de camp dès les premières difficultés [19]. En tout cas, cela n'explique pas pourquoi la fuite de Schnepfenhorst précède de peu le coup de force, ni la coordination entre

Hoffmann et les putschistes que les sections du S.P.D. devaient connaître ! Cependant il ne faut pas faire d'amalgame, certains ouvriers sociaux-démocrates sont réellement furieux de la trahison du 13 avril et participent aux troubles qui suivent l'annonce du putsch. En effet, malgré la promesse fallacieuse du maintien des conseils, les masses organisent la riposte contre les putschistes.

[1] R. Meyer-Léviné, *op. cit.*, p. 159

[2] E. Mühsam : Von Eisner bis Léviné, *se reporter à la récente traduction française, op. cit. p.75*

[3] R. Rocker, in A. Skirda : Les anarchistes russes et les soviets, Paris, 1973, p. 173

[4] Voir E. Mühsam : La Société libérée de l'État, *op. cit.*, p.158 (traduction différente)

[5] « Wo ist der Ziegelbrenner ? », article reproduit en annexe

[6] P. Broué : Histoire de l'Internationale communiste, Paris, 1997, p. 102

[7] Ret Marut/Traven : Dans l'État le plus libre du monde, Paris, 1994, p.32

[8] R. Meyer-Léviné : *op. cit.* , p. 147

[9] R. Meyer-Léviné, *op. cit.* p. 144

[10] R. Meyer-Léviné, *op. cit.*, p. 154

[11] A. Turel : « De Spartacus à la Commune de Munich », in Témoins, n°18-19, automne-hiver

[12] *op. cit.*, p. 26

[13] E. O. Volkman : La Révolution allemande, Paris, 1933, p. 187

[14] R. Meyer-Léviné, *op. cit.*, p. 160

[15] A. Turel, *op. cit.*, p. 24

[16] Discours reproduit dans T. Dorst : Die Münchner Räterepublik, Ed. Suhrkamp, 1966

[17] La transcription d'un de ses discours comporte les réactions du public. G. Landauer : « Rede über die Sicherung der Revolutionär », in Erkenntnis und Befreiung, All., Ed. Suhrkamp, 1976

[18] E. Mühsam : Von Eisner bis Léviné, traduction française, *op. cit.*, p. 57

[19] Lionel Richard, *op. cit.*, pp. 206-207

V - La Seconde République des Conseils

(14 avril - 30 avril 1919)

Sous la direction d'un certain Aschenbrenner, les putschistes occupent la gare et attendent l'armée d'Hoffmann qui se dirige vers Munich. Mais les ouvriers ne veulent pas renoncer à la république. Spontanément la défense s'organise alors que les révolutionnaires ne disposent que de quelques fusils. Pourtant l'élan est tel qu'ils repoussent partout les soldats. A dix heures les ouvriers ont repris la gare et les principaux bâtiments. La dernière résistance vient du lycée Luipold où se sont barricadés des militaires. Sous la direction de Toller, les ouvriers l'encerclent et obtiennent la reddition des soldats tandis qu'Aschenbrenner s'enfuit sur une locomotive en emmenant ses prisonniers.

Les raisons de la victoire

Ce succès est dû à la détermination des ouvriers munichois. La majorité d'entre eux n'avaient pas une idée très nette du projet de société qu'elle souhaitait et s'en remettait souvent aux militants expérimentés mais elle était farouchement opposée au retour d'Hoffmann. Comme l'écrira Toller : « *Le peuple savait ce qu'il ne voulait pas mais pas ce qu'il voulait* » [1].

Il faut reconnaître que la résistance n'a pas été très acharnée. Les soldats n'étaient pas motivés, Toller affirme même qu'on leur avait promis 300 Marks pour trahir les conseils. Quant à la tentative de putsch, elle était impopulaire, y compris chez les militants de base du S.P.D. « *Les sociaux-démocrates ne se sont pas risqués à organiser des réunions de leur propre parti tant ils avaient peur d'avoir la tête brisée par leurs propres militants* » [2].

La république communiste

Si les conseils sont à nouveau maîtres de la ville, il semble difficile de reconstituer l'ancien Conseil central décapité par les arrestations. Les communistes tirent profit de cette situation alors qu'ils n'ont joué aucun rôle directeur pendant les combats. Le K.P.D. parvient à faire élire par les conseils d'entreprises un nouveau Conseil central entièrement contrôlé par eux. Le pouvoir réel est transféré à un comité d'action majoritairement communiste qui élit deux conseils, l'un exécutif, l'autre voué à un rôle de contrôle.

Sous la direction de l'ancien marin de Kiel, Rudolf Egelhofer, les armes sont confisquées aux bourgeois afin d'équiper les ouvriers. Léviné présente les décisions du pouvoir communiste : expropriation des banques, des véhicules, de logements, création de diverses commissions de gestions et d'un bulletin de liaison. Le parti se trouve bien sûr derrière chaque décision et les conseils perdent toute autonomie. Les mesures efficaces sont à ce prix pour le K.P.D.

La tâche principale des nouveaux dirigeants consista surtout à organiser une police – fait plutôt révélateur – sous la direction de Ferdinand Mairgünther et de Karl Erde (« Retzlaw ») et une nouvelle armée rouge commandée par Rudolf Egelhofer. Comme le rappelle P. Broué, l'équipe de Léviné travaillait en relation avec la direction du KPD [3]. « Retzlaw » rencontre celle-ci, dûment mandaté par ses camarades munichois le 14 avril et ramène avec lui un dirigeant, Paul Frölich. Le programme de Léviné est en fait celui de la Ligue Spartakus. De plus, un ancien chef de la Ligue des soldats rouges de Berlin, Willy Budich, assiste Egelhofer dans l'organisation militaire. Les ouvriers munichois ont abandonné leur sort entre les mains d'un état-major qui condamnait peu de temps auparavant le projet d'une République des conseils !

Les communistes en profitent aussi pour régler quelques comptes. Landauer est tenu à l'écart malgré ses offres de service. Toller manque d'être arrêté car les leaders du K.P.D. le détestent mais les ouvriers s'y opposent et exigent même qu'un poste de responsabilité lui soit confié.

Une victoire militaire des conseils

Toller, qui n'a été que sous-officier d'artillerie pendant la guerre se voit confier le commandement militaire de la zone nord de Munich. Il ne tarde pas à

démontrer ses capacités. En effet, Hoffmann vient de recruter quelques troupes, non sans difficultés. Les ouvriers refusent de s'engager, les paysans sont peu nombreux à le faire, quant aux soldats ils ne sont pas sûrs. Les combattants sont pour une grande partie des marginaux attirés par la forte solde. Cette armée de huit mille hommes ne va pas être très brillante. A Dachau, le 16 avril, elle rencontre les troupes commandées par Toller. Les ouvriers d'une usine de Dachau se joignent spontanément aux révolutionnaires et contribuent à la victoire. Les blancs sont écrasés mais Toller s'oppose à toute exécution sommaire de prisonniers malgré les ordres contraires d'Egelhofer. Faute de moyens, l'armée des conseils ne peut exploiter son succès et se cantonne dans la défensive, ce qui lui sera fatal.

La nouvelle République s'enlise dans les difficultés. Les communistes ne font guère mieux que leurs prédécesseurs. Des dissensions apparaissent au « gouvernement », la famine sévit à Munich à cause du blocus alimentaire. Aussi le mécontentement grandit parmi les ouvriers. Des voix se font entendre pour critiquer le K.P.D. tandis que Landauer écrit à Leviné :

« Je vois dans votre oeuvre, et je regrette de devoir le constater, que dans les domaines économique et intellectuel, vous ne vous y entendez pas (...) Je regrette douloureusement que ce ne soit plus qu'en moindre partie mon oeuvre, une oeuvre de chaleur et d'élan, de culture et de renaissance, qui est maintenant propagée » [3]. Les indépendants menés par Toller s'opposent aux communistes au sein des assemblées d'entreprises en leur reprochant leur politique autoritaire.

Intervention de Berlin

Entre-temps Hoffmann tire la leçon de ses échecs répétés. Il finit par accepter l'aide du gouvernement de Berlin. Jusqu'ici, il s'y était refusé pour ne pas compromettre l'autonomie de la Bavière. C'est un véritable diktat que lui impose le responsable socialiste Noske, celui-là même qui a écrasé le soulèvement spartakiste de Berlin en se targuant du surnom de « chien sanglant » (« Bluthund »).

Le commandement général est confié au général Von Oven. Celui-ci ne doit recevoir aucun ordre du gouvernement d'Hoffmann. Noske veut éviter toute négociation de dernière minute avec les révolutionnaires. La solution prônée par les socialistes de Berlin est donc le bain de sang, clairement prémédité. Après la prise de Munich, la loi sur la Reichswehr provisoire sera étendue à la Bavière, les

armées bavaroises perdront toute autonomie et seront intégrées dans l'armée nationale.

La mobilisation des troupes

Noske rassemble cent mille hommes ; des contingents de Prusse, du Wurtemberg, les restes de l'armée d'Hoffmann et surtout des corps francs qui accourent de toute l'Allemagne pour participer à la répression. Ces soldats sont excités par la propagande. Certains leaders des conseils ont le malheur d'être étrangers (on surnomme Leviné et Levien « les Russes ») et d'origine juive comme Leviné ou Landauer, ce qui accroît la haine des contre-révolutionnaires. On raconte des atrocités imaginaires pour être sûr qu'il n'y ait pas de clémence.

La répression

Au sein des conseils rien ne va plus. La dernière assemblée des conseils, le 27 avril, est agitée. On y critique l'autoritarisme des communistes. Après avoir obtenu leur démission, les ouvriers désignent de nouveaux responsables. Ce nouveau gouvernement n'aura pas le temps, hélas !, de faire ses preuves. La ville de Munich est complètement encerclée à la fin du mois d'avril.

Jusqu'au 2 mai les révolutionnaires opposent une résistance acharnée, maison par maison. Dans le centre de la ville, des bourgeois et des étudiants, enhardis par la progression des blancs, reprennent les bâtiments administratifs aux ouvriers. Gustav Regler, témoin des combats, affirme que Toller aurait commis une erreur stratégique en oubliant de protéger le marais de Dachau, ce qui aurait permis de couvrir la retraite de ses hommes. Cette hésitation aurait livré au massacre des milliers d'ouvriers. Est-ce bien sûr ? Les moyens utilisés par l'ennemi étaient considérables et il n'est pas sûr que les ouvriers munichoïses auraient abandonné leurs familles pour s'enfuir à travers une campagne hostile, entouré par une armée cent fois supérieure...

La répression est atroce. On fusille à tour de bras les prisonniers. Landauer est arrêté dans la maison d'Eisner et battu à mort par la soldatesque. Une fin atroce pour l'apôtre pacifique de la Révolution. Egelhofer est liquidé tout aussi sommairement. Quant à Marut/Traven, il échappe de peu au même sort. Un de

ses amis raconte : « (...) on lui a passé les menottes avec un autre condamné et on les a poussés dans un camion pour les emmener fusiller. La porte arrière du fourgon n'était pas bien fermée. Ils ont réussi à l'ouvrir et ils ont sauté. L'autre est mort sur le coup. Traven s'est acharné jusqu'à arracher son poignet de la menotte et a pu s'enfuir... ». Les soldats et les bourgeois armés violent et humilient les femmes, tirent sur les prisonniers au bas-ventre pour prolonger leurs souffrances et dépouillent les cadavres. Le bilan de ces journées est de 700 morts, peut-être mille, enterrés dans des fosses communes faute de place. C'est une « bavure » qui met fin au carnage, 21 membres d'une association catholique ayant été assassinés par « erreur », la soldatesque doit accepter de présenter ses prisonniers à la justice au lieu de les assassiner sommairement.

Satisfait de la répression, Noske envoie le télégramme suivant au commandant de l'armée : « *Je vous exprime mon entière reconnaissance ainsi que mes meilleurs remerciements aux troupes pour la conduite pleine de précaution et couronnée de succès des opérations de Munich* » [4].

Plus tard on tentera de justifier ces massacres par l'exécution de sept otages, seul fait pouvant être imputé aux conseils. Ces otages appartenaient à la société d'extrême droite Thulé (dont étaient membres de futurs nazis comme Rudolf Hess ou Rosenberg et l'assassin d'Eisner). Trouvés porteurs de faux tampons et papiers de la République des conseils, ils avaient été arrêtés, à juste titre, pour espionnage. Excédé par les atrocités commises par les blancs, le commandant du lycée Luipold ordonna de les fusiller malgré les protestations de l'assemblée des Conseils.

Comme lors de la Commune de Paris ou en Hongrie, ces morts serviront à justifier des massacres cent fois supérieurs. On retrouve aujourd'hui dans presque tous les ouvrages évoquant la République des conseils cette arithmétique surprenante. Comme disait Albert Camus : « *Il n'y a pas d'équivalence dans le monde de la puissance et les maîtres calculent avec usure le prix de leur propre sang* » [5]. Ce qui est certain, c'est que les massacres avaient commencé bien avant l'exécution des otages. Ceux-ci ne peuvent donc servir d'explication. Il s'agit plutôt d'une décision délibérée de décimer le mouvement révolutionnaire comme à Berlin en janvier 1919 et comme en Hongrie un peu plus tard, en août 1919 (plus de 5 000 victimes, parfois dans des conditions atroces : viols au fer rouge, mutilations...). En étudiant cet épisode sanglant, l'historien allemand Sébastien Haffner a raison d'écarter les explications habituelles de « dérapage »

ou « d'accident » (que l'on utilise aussi pour justifier la répression contre la Commune de Paris). Ce fut, par exemple, le lynchage de Landauer, « *non pas dans un moment de rage, mais lors d'une espèce de fête de la victoire et parmi des cris de joie.* » [6]. Les Terreurs blanches attendent toujours leur historien.

Après la justice sommaire commence la justice légale. Leviné et un autre révolutionnaire, Seidel, sont condamnés à mort et exécutés deux jours plus tard, le 5 juin après une parodie de procès. Les autres prisonniers (184 au total) comme Mühsam ou Toller reçoivent de lourdes peines de prison qu'ils purgeront dans la forteresse de Niederschönenfeld. La plupart d'entre eux bénéficieront de l'amnistie prévue pour Hitler en 1924 après son putsch. Quelques années plus tard, Erich Mühsam lancera un appel à son ami Ret Marut pour obtenir des nouvelles de lui. En vain (voir ce texte en annexe). Après s'être enfui à travers l'Europe, le révolutionnaire allemand a commencé incognito une carrière d'écrivain au Mexique...

[1] E. Toller : Une jeunesse en Allemagne, Lausanne, Suisse, 1974, p. 110

[2] R. Meyer-Léviné : *op. cit.*, pp.172-173

[3] E. Toller : *op. cit.*, p. 148

[4] E. Toller : *op. cit.*, p. 194

[5] A. Camus : L'homme révolté, Paris, 1972, p. 141

[6] S. Haffner : Allemagne, 1918, Une révolution trahie, Bruxelles, 2001, p. 177

VI - Bilan des Conseils de Bavière

Dans toute l'Allemagne et plus particulièrement en Bavière, les conseils d'ouvriers et de soldats ont été la forme d'organisation spontanée du prolétariat allemand. Cette structure pyramidale, partant de la base, constitua une alternative révolutionnaire au système parlementaire. Cependant il faut reconnaître que les conseils ont connu des échecs. Certains se sont effondrés sans combattre et ont accepté de céder la place au parlement. D'autres se sont montrés plus solides comme en Bavière mais on retrouve en Russie, en Hongrie, en Italie et en Allemagne certains défauts dans le système des conseils. Nous n'entrerons pas ici dans le débat théorique sur les conseils. Nous renvoyons en bibliographie à quelques ouvrages portant sur le sujet. Ce qui nous intéresse, ce sont les imperfections qui ont pu gêner les conseils bavarois.

Les partis et les institutions

Les conseils n'ont pas exclu de leur fonctionnement les partis politiques. Au contraire, ils ont été le champ clos de leurs querelles. Le S.P.D. a souvent neutralisé les conseils par son travail de sape. Le Parti Communiste a tenté comme en Russie de noyauter les conseils ouvriers et les assemblées d'entreprises se réduisaient parfois à enregistrer des décisions conçues ailleurs. Autre défaut : le sort des anciennes institutions. Car les conseils ne les suppriment pas réellement. Ils construisent à côté, les rendant ainsi inutiles. Mais en laissant subsister d'anciens réseaux de police et d'autres administrations, ils ouvrent la porte à tous les sabotages. La république des conseils se contenta d'un serment de fidélité des anciens fonctionnaires ! Les anarchistes italiens cherchèrent à en tirer des leçons en faisant voter au congrès de l'U.S.I. (syndicat révolutionnaire) de décembre 1919 une motion incitant à la démolition réelle de l'appareil d'État. « *Puisqu'on ne peut vaincre l'État en l'ignorant, du fait qu'il peut*

faire sentir sa présence à tout moment en mettant en marche son mécanisme de contrainte et de sanction, il faut détruire aussi ce mécanisme. Les conseils ne peuvent accomplir cette opération et pour cela ils demandent l'intervention d'une force politique organisée ; le mouvement spécifique de la classe, qui porte à terme une telle mission. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter que le bourgeois, jeté par la porte dans ses vêtements d'industriel ne rentre par la fenêtre déguisé en policier » [1].

Une république inopportune ?

Fallait-il proclamer la République des Conseils ? Cette question provoque encore des controverses. Il est un peu facile avec le recul de l'historien de déclarer que les conseils de Bavière étaient condamnés. Bien sûr, on trouve dans les déclarations de leaders comme Leviné ou Toller un certain pessimisme. Ceux-là avaient bien vu que la révolution était partout réprimée en Allemagne et que la population ne comprenait pas vraiment ses objectifs. Mais les ouvriers refusaient le retour à l'ancien système. La défense spontanée de la république le 14 avril 1919 le prouve. Ce qui se passait en Russie parut un exemple à suivre. Et si la Bavière était isolée du reste de l'Allemagne en mars 1919, il ne faut pas oublier qu'en Autriche et en Hongrie les conseils s'étendaient.

Une jonction entre les républiques de conseils hongroise et bavaroise par l'Autriche était envisagée par certains contemporains. L'armée hongroise des conseils, bien équipée et nombreuse était autrement plus efficace que celle des Bavarois, mettant en échec les Tchèques et les Roumains sur deux fronts au moment où l'agitation gagnait l'Autriche. Comme l'écrit A. Dauphin-Meunier : « *En un jour, l'armée magyare aurait pu gagner Vienne. En une heure, déclara plus tard le président du Conseil autrichien Seitz, les Conseils ouvriers d'Autriche auraient renversé la république démocrate (...) La route de Vienne à Munich était ouverte. Rapidement, les révolutionnaires, par Linz, Ried et Simbach, pouvaient opérer leur jonction avec les Bavarois.* » [2].

Malheureusement, la Hongrie révolutionnaire s'était choisie comme leader Bela Kun, trop timoré pour affronter des démocraties libérales parfaitement conscientes, elles, des enjeux politiques. Clemenceau, au nom de la France, sut le bernier par des promesses de négociations (le mensonge n'est pas l'apanage des régimes totalitaires) tout en organisant l'écrasement de la Hongrie après avoir exigé des autorités allemandes celui de la Bavière. Mais il faut tenir compte du

contexte de l'Europe centrale et pas seulement de l'Allemagne si l'on veut comprendre la proclamation de la République à Munich.

Bilan politique

L'attitude du K.P.D. a été plutôt critiquable. Les communistes ont boycotté la République lors de sa proclamation tout en noyant dans le même temps les conseils d'entreprises. Lorsque les circonstances leur furent favorables, ils prirent pour eux seuls la direction des affaires sans se montrer plus compétents d'ailleurs. Les justifications fournies à posteriori ne tiennent pas : si la révolution n'était pas mûre en Bavière pourquoi le serait-elle devenue après les manœuvres du K.P.D. dans les conseils ? Il faut mettre à leur passif d'avoir exacerbé les divisions internes sans parler de la tentative de renverser la République le 11 avril 1919.

Les anarchistes ne sont pas suspects d'autoritarisme pendant leur gestion mais plutôt d'un certain amateurisme. au point de négliger leur propre organisation. Les effets s'en firent sentir lorsqu'il fallut défendre la République des conseils. La deuxième critique porte sur l'attitude de certains de leurs militants qui préféraient les discours aux actes ou manquaient parfois de réalisme. Que penser d'un Landauer suggérant lors de l'encerclement de Munich d'envoyer en émissaire un enfant vêtu de blanc pour attendrir les soudards ! Dans ses mémoires, Gustav Regler raconte qu'il aurait demandé audience à Landauer pour lui demander des armes et que celui-ci aurait alors répondu : « *Je n'ai pas d'armes à te donner. N'as-tu pas d'autres moyens de persuasion pour des garçons de ton âge ?* » [3] ! On cite souvent les propos enthousiaste du poète Rilke (qui sera expulsé de Munich pour cette raison lors de la répression) mais on aimerait connaître davantage l'avis des ouvriers des Conseils tombés en aussi grand nombre... Et pourtant les anarchistes ont joué un rôle essentiel dans les conseils de Bavière mais le manque d'expérience ajouté aux difficultés locales les ont empêchés de faire de la Bavière le lieu d'une expérience libertaire.

Conséquences de la répression

Les sociaux-démocrates ont une lourde responsabilité historique. Ils n'ont trouvé comme solution que d'écraser les conseils à tout prix, ce qui les a conduit

à introduire le loup dans la bergerie. En effet, les sociaux-démocrates sont responsables de l'implantation du nazisme dans sa région d'origine, la Bavière. Parmi les troupes qui écrasèrent la République des conseils se trouvaient de futurs nazis comme Rudolf Hess ou Röhm. A tel point qu'avoir participé à la répression devint un titre de gloire parmi les activistes d'extrême droite. Adolf Hitler, simple mouchard à cette époque, affirme sans la moindre preuve dans *Mein Kampf* que trois hommes des conseils seraient venus l'arrêter mais qu'il les aurait mis en fuite ! Un mensonge destiné à se valoriser auprès des anciens de l'armée blanche qui peuplaient son parti. Ce qui est plus grave, c'est que la région de Munich fut livrée à la soldatesque et à l'extrême droite. La police se plaignit même de ne plus rien contrôler !

Le S.P.D. ne profita pas du bain de sang qu'il avait organisé. Peu de temps après, Hoffmann fut mis en minorité au parlement local et dut céder sa place à la droite. Une situation quasi insurrectionnelle s'instaura en Bavière. Ce fut la seule région où réussit le putsch d'extrême droite de Kapp en 1920 et c'est à Munich que se produisit celui d'Hitler en 1923 avec beaucoup de ceux qui avaient écrasé la République des conseils.

[1] P. C. Masini : Anarchistes et communistes pendant le mouvement des conseils à Turin, Paris, 1983, p. 27

[2] A. Dauphin-Meunier : La Commune hongroise et les anarchistes, Paris, 1926, p.68

[3] G. Regler : Le glaive et le fourreau, Paris, 1960, p. 98

Bibliographie commentée

1. Ouvrages généraux

Comme nous l'avons déjà dit, il n'existe pas d'étude véritable en français. Les lecteurs germanophones peuvent se reporter au livre de Gerhard Schmolze : *Revolution und Räterepublik in München 1918-1919*, Allemagne, Ed. Deutscher Taschenbuch, 1978, qui recense les ouvrages en allemand sur le sujet (mais il mérite une actualisation). On peut consulter en français de nombreux manuels mais ils se limitent à quelques lignes, par exemple celui d'A. Wahl : *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Paris, 1993, p. 19. Pour une étude générale sur la Révolution allemande, on peut se reporter aux ouvrages de Gilbert Badia : *Le Spartakisme*, (Paris, 1967) et *Les Spartakistes*, Paris, 1966 (textes d'époque), ainsi qu'à celui de Pierre Broué : *Révolution en Allemagne*, Paris, 1971 mais ces auteurs mentionnent peu les conseils de Bavière ou alors en termes peu flatteurs... Le livre de Sébastien Haffner : *Allemagne, 1918, une révolution trahie*, Bruxelles, 2001, paru en allemand en 1979, est bien plus intéressant pour les pistes et les réflexions qu'il peut contenir. Son livre a été utilisé par Jean-Paul Musigny, parmi d'autres, pour réaliser un bel album iconographique : *La Révolution mise à mort par ses célébateurs même, le mouvement des conseils en Allemagne*, Paris, 2001.

2. Souvenirs et témoignages

Quant à l'ouvrage d'Erich Mühsam : *La république des conseils de Bavière* (Quimperlé, 1999), paru depuis peu (son vrai titre étant *Von Eisner bis Léviné*), il permet enfin au lecteur français d'avoir accès aux souvenirs de l'anarchiste sur cette période bien que ce témoignage soit assez discutable car écrit presque sur le moment (1920) et adressé à Lénine. C'est un document très précieux cependant qui permet de comprendre les motivations de certains anarchistes. Nous avons conservé dans notre texte notre propre traduction de certains extraits tout en renvoyant le lecteur à celle de cet ouvrage récent.

A défaut d'études, les souvenirs des membres de la République sont assez nombreux en français. Le livre de Rosa Meyer-Léviné : *Vie et mort d'un révolutionnaire* (Paris, 1980) donne le point de vue (très subjectif !) de la veuve du leader communiste. Elle cite de nombreux discours et articles de Léviné dans son récit. Le principal intérêt du livre se trouve dans la préface et les notes de Lionel Richard qui présente bien l'historiographie des conseils de Bavière même s'il s'intéresse surtout aux débats universitaires.

Le récit d'Ernst Toller, *Une jeunesse en Allemagne* (Lausanne, 1974) est très différent, plutôt sentimental mais riche en détails événementiels. On peut compléter ce panorama par les mémoires de Gustav Regler, *Le glaive et le fourreau*, (Paris, 1960) qui n'a pas compris grand-chose aux événements de Munich mais nous donne quelques descriptions anecdotiques et par l'article d'A. Turel : « De Spartacus à la Commune de Munich », (revue *Témoins*, n°18-19, automne-hiver 1957-1958) plutôt méprisant pour les militants des Conseils.

3. Etudes sur des révolutionnaires

Nous citerons la petite brochure de Roland Lewin : *Erich Mühsam*, Paris, 1968, qui fit découvrir la personnalité de Mühsam en France ainsi qu'un recueil de textes avec une préface plus détaillée *Erich Mühsam (1878-1934)*, parue aux Editions Partage Noir, 1987, s.l.. Sur Mühsam en français, citons aussi les articles de Françoise Müller : « Erich Mühsam, un écrivain libertaire contre le fascisme » in *Nazisme et antinazisme dans la littérature et l'art allemands*, ouvrage collectif, Lille, 1986, pp. 145-157 et « Le groupe Tat : essai d'éducation populaire par des artistes et écrivains de Munich » in *Education populaire : objectif d'hier et d'aujourd'hui*, Lille, 1987, pp. 131-138.

Ulrich Linse s'est intéressé aux dernières années de Landauer : *Gustav Landauer und die Revolutionszeit, 1918-1919*, Allemagne, (Ex-RFA), Ed. Karin Kramer, 1974. Sur la pensée de Landauer, les lecteurs peuvent se reporter à Martin Buber : *Utopie et socialisme*, Paris, 1977, une bonne introduction en français avant de tenter de lire l'ouvrage de G. Landauer : *La Révolution*, Paris, 1974, d'un abord difficile et de plus, mal traduit, dont une nouvelle édition est parue depuis aux Editions Sulliver...

En revanche, on trouvera de nombreuses informations dans le livre de Ret Marut (B. Traven) : *Dans l'État le plus libre du monde*, Paris, 1994. Ce recueil d'articles de l'écrivain couvre la période des conseils. On y trouvera aussi une chronologie et des photographies. La revue *Itinéraire* a publié un dossier sur Rudolf Rocker (n°4, décembre 1988) qui couvre en fait une partie de l'histoire du mouvement anarchiste allemand.

La biographie d'Ernst Toller par René Eichenlaub : *Ernst Toller et l'expressionnisme politique*, Paris, 1980 est placée sous les auspices d'Emmanuel Mounier !

Enfin, sur la pensée de Kurt Eisner, on peut se référer à Kurt Eisner : *Sozialismus als Aktion*, Allemagne, Ed. Suhrkamp, 1975.

Où est le Ziegelbrenner ?

Publié dans *Fanal* en avril 1927, ce texte est un appel d'Erich Mühsam à son compagnon Ret Marut, alias l'écrivain Traven, alors bourlinguant à travers le monde avant de se fixer au Mexique. Il est à noter que le passé anarchiste de Traven est systématiquement occulté dans les milieux littéraires, du moins en France.

Un lecteur de *Fanal* sait-il où se trouve le Ziegelbrenner [1] ? Ret Marut, camarade, ami, compagnon de lutte, homme, signale-toi, bouge-toi, donne signe de vie ; ton cœur n'est pas devenu celui d'un « bonze », ton cerveau ne s'est pas sclérosé, ton bras n'est pas devenu paralysé, ton doigt engourdi. Les Bavarois ne t'ont pas eu en 1919 ; ils te tenaient déjà au collet quand tu leur as encore échappé dans la rue. Autrement, tu te trouverais sans doute aujourd'hui là où se trouvent Landauer et tous les autres, de si vivants esprits, là où je serais aussi s'ils ne m'avaient déjà eu quatorze jours auparavant et ne m'avaient traîné hors de ce centre où l'on assassine.

A présent ils ne peuvent plus t'embarquer. L'amnistie de l'an passé doit t'être applicable. Un jour viendra où l'on établira devant l'histoire la formation et le déroulement de la « Commune » bavaroise. Ce qu'il y a eu jusqu'à maintenant relevait d'un jugement partisan et confus, inspiré par la sottise et la haine, de manière injuste et pharisienne. Moi aussi je suis trop partie prenante, trop étroitement et personnellement impliqué dans les événements, trop profondément mêlé aux controverses sur les erreurs et les mérites de cette Révolution pour savoir être l'historien avec assez d'objectivité.

Tu étais le seul actif dans les événements et capable, en même temps, de voir avec le recul ce qui allait mal, ce qu'on voulait de bien, ce qu'on entreprenait de juste et ce que l'on aurait dû entreprendre de plus juste. La succession de Landauer, ses lettres, ses discours, son action sur la fin, il faudra les soumettre dans peu de temps à la critique publique. Tu étais à ses côtés ; le secondant, le stimulant lorsqu'il était commissaire du peuple à l'Information et à la Propagande. Nous avons besoin de toi. Qui connaît le « briquetier » ? Qui, parmi les lecteur de *Fanal*, sait où l'on peut trouver, toucher Ret Marut ? Que celui qui peut le trouver, remette ce numéro. Beaucoup demandent de ses nouvelles, beaucoup l'attendent. Nous lançons un appel.

[1] Du nom de la revue anarchiste qu'avait lancée Traven sous le pseudonyme de Ret Marut : Der Ziegelbrenner (« Le briquetier »).

La République des conseils de Bavière (1919)

Dans les années 1918-1919, les répercussions de la Révolution russe furent considérables. L'agitation toucha de nombreux pays d'Europe, notamment l'Allemagne. Mais le soulèvement y fut violemment réprimé par la social-démocratie. Aujourd'hui il reste à raconter les événements et à étudier les causes de cet échec. Si l'insurrection spartakiste de Berlin est maintenant connue, les révolutions – car on peut employer le pluriel en raison de leur manque de coordination – qui agitèrent le reste de l'Allemagne le sont moins. Parmi elles, la République des conseils de Bavière, l'une des plus radicales.

PARTAGE NOIR (1987)